



PRÉFET DU PUY-DE-DOME

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION DONNANT ACCORD
POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT
LA CRÉATION DE 2 PISTES FORESTIÈRES NÉCESSITANT LE BUSAGE DU RUISSEAU
DE LA MOTTERIE SUR 9.60 ML AU LIEU-DIT LE VIVIC À ARLANC, ET D'UN PETIT
RUISSEAU SUR 7.20 ML AU LIEU-DIT LA TAILLADE À CHAUMONT-LE-BOURG

DOSSIER N° 63-2014-00145

Le Préfet de la Région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 06/05/14, présenté par la Communauté de Communes du Pays d'Arlanc représentée par Monsieur DAURAT Jean-Claude, enregistré sous le n° 63-2014-00145 et relatif à : création de 2 pistes forestières nécessitant le busage du ruisseau de la Motterie sur 9.60 ml au lieu-dit Le Vivic à Arlanc, et d'un petit ruisseau sur 7.20 ml au lieu-dit La Taillade à Chaumont-le-Bourg ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Communauté de Communes du Pays d'Arlanc
Quartier Saint-Joseph
63220 ARLANC**

concernant :

création de 2 pistes forestières nécessitant le busage du ruisseau de la Motterie sur 9.60 ml au lieu-dit Le Vivic à Arlanc (section ZM, parcelles 52, 53 et 54), et d'un petit ruisseau sur 7.20 ml au lieu-dit La Taillade à Chaumont-le-Bourg (section OB, parcelle 123)

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Néant

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies d'Ar lanc et Chaumont-le-Bourg, où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces informations seront mises à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de ARLANC par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fait à Lempdes, le 6 mai 2014
Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,
Le Chef du service Eau, Environnement, Forêt



Béatrice MICHALLAND

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « Informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

